

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76032 ROUEN

ROUEN, le 09/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SIKA FRANCE**

Zone Industrielle de l'Europe  
BP 111  
76220 Gournay-en-Bray

Références : UDRD.2023.11.649  
Code AIOT : 0005801071

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement SIKA FRANCE implanté Zone Industrielle de l'Europe 76220 Gournay-en-Bray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIKA FRANCE
- Zone Industrielle de l'Europe BP 111 76220 Gournay-en-Bray
- Code AIOT : 0005801071
- Régime ICPE: Autorisation
- Statut directive européenne Seveso : Non Seveso
- Statut directive européenne IED : Non IED

La société SIKA FRANCE est spécialisée dans la production de mastics, mortiers et revêtements de sols pour les particuliers et les professionnels du secteur du bâtiment.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- enregistrements REACH ;
- fiches de données de sécurité ;
- prévention des envols des substances à l'état nano-particulaire ;
- déclaration annuelle au titre du registre national des substances à l'état nano-particulaire ;

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux produits chimiques relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le Préfet, conformément à l'article L.521-17 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à monsieur le Préfet, conformément à l'article L.521-17 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Déclaration annuelle (registre) des substances à l'état nanoparticulaire	Code de l'environnement du 17/02/2012, article R.523-13	/	Lettre de suite préfectorale	Demande n°5 : 6 mois (prochaine déclaration en 2024)

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Liste des substances couvertes par un représentant exclusif	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	/	Demandes n° 1 & 2 : 15 jours
3	Fiche de donnée de sécurité des mélanges formulés	Règlement européen du 18/10/2006, article 31.1	/	Demande n°3 : 2 mois
4	Prévention de la mise en suspension et de l'émission de nanoparticules	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	/	Demande n° 4 : 2 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des substances extrêmement préoccupantes	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	/	Observation sur les opportunités de substitution

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les informations relatives à l'état nano-particulaire des particules de la substance dite GELOXAL 10 (hydroxyde d'aluminium) ne sont pas cohérentes entre celles fournies par le fournisseur étranger de la substance et celles déclarées par la société SIKA FRANCE au titre du registre national des substances à l'état nano-particulaire mises sur le marché en France. Une mise en cohérence est donc attendue afin de statuer sur l'état nano-particulaire ou non de ladite substance et l'élargissement, le cas échéant, au statut d'importateur de la société SIKA FRANCE de cette substance au titre du registre français R Nano.

L'identité et la nationalité de la société productrice de la substance dite trisobutylphosphate (CAS 126-71-3) ainsi que celles de la substance *polyoxyalkylene alkylether fatty acid* (CAS 72283-35-3) méritent également d'être précisées de façon à lever l'ambiguïté sur la légitimité du justificatif fourni par le représentant exclusif au titre des quantités mises en œuvre par la société SIKA FRANCE.

Enfin, des demandes sont émises afin de prévenir la mise en suspension et l'émission de nanoparticules aux postes de pesée et de chargement de l'atelier mortier (révision des modalités de nettoyage).

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Liste des substances extrêmement préoccupantes**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Recensement
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans une préparation. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.
<b>Constats :</b> Interrogée sur les substances (seules ou en mélange) utilisées dans l'établissement de Gournay en Bray et répertoriées comme extrêmement préoccupantes (article 59 (1) du règlement REACH), la société SIKA répond que seule la substance dite C,C'-azodi (formamide) (CAS 123-77-3) est ainsi répertoriée par l'Agence européenne des produits chimiques depuis le 19 décembre 2012 en raison de ses propriétés de sensibilisant respiratoire sans seuil d'effet.  La substance est utilisée en mélange (à une teneur inférieure à 0,1 % en poids) dans l'établissement en vue de produire des mortiers à hauteur de plusieurs dizaines de kg par an.  Les possibilités de substitution sont étudiées par la société SIKA depuis 2012 sans que l'exploitant n'ait pu indiquer, le jour de l'inspection, les obstacles techniques à la substitution de la substance.  <b>Observation n°1 :</b> L'inspection demande en conséquence à l'exploitant d'indiquer ces éventuels obstacles et les opportunités de substitution de cette substance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Liste des substances couvertes par un représentant exclusif

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Au titre de l'enregistrement REACH
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans une préparation. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.
<b>Constats :</b> Interrogée sur les substances (seules ou en mélange) fabriquées en dehors des pays de l'espace économique européen (EEE), introduite au sein de l'EEE à plus de 1 tonne par an et utilisées dans l'établissement de Gournay en Bray, la société SIKA FRANCE déclare :  1) ne pas importer directement de substances seules ou en mélange en portant les enregistrements REACH en son nom. La société n'a donc pas la qualité d'importateur de substances pour ce qui concerne l'établissement de Gournay en Bray.  2) s'appuyer sur les numéros d'enregistrement REACH de ses fournisseurs (représentants exclusifs) en sa qualité d'utilisateur en aval dans l'établissement de Gournay en Bray pour les substances suivantes : <i>Polyoxyalkylene alkylether fatty acid</i> (CAS 72283-35-3), <i>calcium oxide</i> (CAS 1305-78-8), <i>calcium sulfate natural</i> (CAS 7778-18-9.), <i>trisobutyl phosphate</i> (CAS 126-71-3), 2-méthylpentane-2,4-diol (CAS 107-41-5). La société SIKA FRANCE est en mesure de présenter un justificatif par représentant exclusif concerné indiquant que les quantités utilisées chaque année sont couvertes par la bande d'enregistrement du représentant exclusif vis-à-vis de la substance concernée à l'exception du <i>trisobutyl phosphate</i> (CAS 126-71-3) et du <i>polyoxyalkylene alkylether fatty acid</i> (CAS 72283-35-3).  Concernant la substance <i>trisobutyl phosphate</i> , le certificat du représentant exclusif désigne un fabricant de Chine (province du Jiangsu) alors que l'exploitant précisait dans un courrier du 13 octobre 2023 que le fabricant était la société Ceda et qu'elle était localisée dans l'île de Grande Bretagne (sans préciser le pays). <b><u>Demande n°1 :</u></b> L'exploitant doit donc confirmer à l'inspection, sous 15 jours, l'identité et la nationalité du fabricant couvert par le justificatif du représentant exclusif.  Concernant la substance <i>polyoxyalkylene alkylether fatty acid</i> , le certificat du représentant exclusif désigne un fabricant japonais dont le nom diffère de celui mentionné dans le même courrier du 13 octobre 2023. De plus, le certificat ne mentionne ni le numéro d'enregistrement REACH du représentant exclusif pour cette substance, ni la bande de tonnage associée à cet enregistrement. <b><u>Demande n°2 :</u></b> L'exploitant doit donc confirmer à l'inspection, sous 15 jours, l'identité et la nationalité du fabricant couvert par le justificatif du représentant exclusif et demander au représentant exclusif de lui fournir un certificat mentionnant le numéro d'enregistrement REACH et la bande de tonnage couverte par cet enregistrement.  La société SIKA France précise en outre, qu'aucune des substances utilisés dans l'établissement de Gournay en Bray n'a le statut d'intermédiaire isolé.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Demandes n° 1 & 2 – 15 jours

### N° 3 : Fiche de donnée de sécurité des mélanges formulés

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/10/2006, article 31.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, A partir d'hydroxyde de sodium
<b>Prescription contrôlée :</b> Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :  a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,  b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou  c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b)  A savoir (point 3.2.3 de l'annexe II issu du règlement européen modificatif n° 2020/878 du 18 juin 2020) : " - si la substance utilisée dans le mélange est une nanoforme et est enregistrée comme telle ou traitée comme telle dans le rapport d'utilisateur en aval sur la sécurité chimique, il y a lieu d'indiquer les caractéristiques des particules qui définissent la nanoforme, selon la description de l'annexe VI. Si la substance utilisée dans le mélange est une nanoforme mais n'est pas enregistrée ou traitée dans le rapport d'utilisateur en aval sur la sécurité chimique, les caractéristiques des particules qui ont une incidence sur la sécurité du mélange doivent être indiquées."
<b>Constats :</b> La société SIKA FRANCE formule plusieurs mélanges (3) dans son établissement de Gournay en Bray à partir d'hydroxyde d'aluminium fourni par un fabricant espagnol. Ce fournisseur réalise une déclaration R-Nano en vertu de l'article 3.IV de l'arrêté ministériel du 6 août 2012 relatif au contenu de la déclaration annuelle dit R nano pour cette même substance (hydroxyde d'aluminium) et fournit chaque année un numéro de déclaration R Nano à ses clients français (dont la société SIKA FRANCE). Cette communication sous-tend que la substance ainsi mise sur le marché en France l'est à l'état nano-particulaire.  Pour autant, l'enregistrement REACH 01-2119529246-39-0005 par ce fournisseur ne couvre pas de forme nano en application du règlement européen n° 2018/1881. La fiche de données de sécurité applicable le jour de la visite (version 5 du 1er septembre 2020) ne mentionne pas non plus la forme nano de la substance.  Les fiches de données de sécurité des mélanges formulés par l'établissement de Gournay en Bray ne mentionne pas la présence d'hydroxyde de sodium sous forme nano-particulaire. Cette absence ne peut se justifier que si la substance (à l'état supposé nano-particulaire) n'a pas d'incidence sur la sécurité des mélanges cédés par la société SIKA FRANCE à des clients. Par ailleurs, cette absence de mention de la présence d'hydroxyde d'aluminium n'est pas cohérente avec la déclaration réalisée (au titre du statut de distributeur de la substance) en application de l'arrêté ministériel du 6 août 2012 (voir point de contrôle n° 6).
<b><u>Demande n°3:</u></b> l'inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, d'indiquer si la présence d'hydroxyde de sodium dans les mélanges ont une incidence ou non sur la sécurité des mélanges. (Pour rappel, l'exploitant peut solliciter le fournisseur pour accéder au rapport sur la sécurité chimique produit à l'occasion de l'enregistrement de la substance en vue d'obtenir des informations sur la distribution en taille de cette substance ou, à défaut, faire réaliser un essai en laboratoire de caractérisation de la distribution en taille des particules de la substance.)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande n° 3 – 2 mois

#### N° 4 : Prévention de la mise en suspension et de l'émission de nanoparticules

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, A l'occasion de la manipulation et du transvasement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'inspection s'est rendue sur le poste de pesée et le poste de chargement de l'atelier Mortier. Les sacs de substances et mélanges à l'état pulvérulent (dont l'hydroxyde d'aluminium) sont ouverts au niveau du poste pesée en vue de préparer les recettes de mélanges qui sont ensuite formulées dans l'atelier Mortier. Les préparations de recettes sont ensuite acheminées au poste de chargement ou elles sont manuellement transvasées dans des trémies. Le poste de pesée est relié en continu à un dépoussiéreur extérieur. Les trémies du poste de chargement sont en dépression continue. L'atelier Mortier est lui-même relié à plusieurs dépoussiéreurs autres que celui du poste de pesée.  Pour autant, l'inspection a relevé des dépôts de matières pulvérulentes sur la balance du poste pesée et au pied de la balance (NON CONFORMITÉ). Ces dépôts sont susceptibles d'être remis en suspension en cas d'arrêt involontaire (ou accidentel) de la ventilation du poste de pesée. Ces dépôts étant susceptibles de contenir des substances à l'état nano-particulaire, la fréquence de nettoyage du poste de pesée doit être renforcée.  Des dépôts ont également été observés au niveau du poste de chargement. Ces dépôts sont susceptibles de contenir également des substances à l'état nano-particulaire. L'exploitant indique nettoyer le sol de ces dépôts au moyen d'une aspiration (et d'un flexible) reliés aux dépoussiéreurs de l'atelier. Or, le guide intitulé "Meilleures techniques à envisager pour la mise en œuvre des substances à l'état nano-particulaire" prévoit que le nettoyage de sols par aspiration (voie sèche) peut être envisagé lorsqu'il peut favoriser le recyclage des matières pulvérulentes. Ce n'est pas le cas dans l'atelier Mortier. Le nettoyage régulier par voie humide des sols (auto-laveuse, aspirateur à eau équipé de filtres à air très haute efficacité de classe supérieure à H13) et des plans de travail et tuyauteries par des lingettes humidifiées est donc à privilégier.  L'exploitant n'a pas non plus identifié, en amont, la nature des matériels à mettre à disposition et destinés à l'intervention en cas de déversement accidentel de substances à l'état nano-particulaire dans le but de retirer ces substances dans leur intégralité et éviter toute remise en suspension.  L'exploitant n'est pas non plus en mesure de justifier que les filtres des dépoussiéreurs sont adaptés à l'état nano-particulaire de particules qu'ils sont susceptibles de recueillir. <b><u>Demande n°4 :</u></b> L'exploitant doit renforcer la fréquence de nettoyage des postes de pesée et de chargement en privilégiant un nettoyage par voie humide des sols (auto-laveuse, aspirateur à eau équipé de filtres à air très haute efficacité de classe supérieure à H13) et des plans de travail et tuyauteries par des lingettes humidifiées. De plus, l'exploitant doit, sous 2 mois, justifier de la nature des filtres équipant l'atelier Mortier et le poste de pesée et de leur compatibilité avec les substances à l'état nano-particulaire (notamment au regard des meilleures techniques décrites dans le guide susmentionné comme les filtres à fibres HEPA 14).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande n° 4 – 2 mois



## N° 5 : Déclaration annuelle (registre) des substances à l'état nano-particulaire

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/02/2012, article R.523-13
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Substance hydroxyde d'aluminium
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque fabricant, importateur et distributeur d'une substance à l'état nano-particulaire, en l'état ou contenue dans un mélange sans y être liée, ou de matériaux destinés à rejeter cette substance dans des conditions normales ou raisonnablement prévisibles d'utilisation effectuent la déclaration exigée à l'article L.523-1 dès lors qu'il produit, importe ou distribue au moins 100 grammes par an de cette substance.  Cette déclaration est adressée chaque année, avant le 1er mai, au ministre chargé de l'environnement. Elle se rapporte à l'année civile précédente et mentionne les données exigées à l'article L.523-1. La gestion des déclarations et des données qu'elles contiennent est confiée à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail.  Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement, de l'agriculture, de la santé, du travail et de l'industrie précise le contenu et les conditions de présentation de cette déclaration.  A savoir (annexe I.2 de l'arrêté ministériel du 6 août 2012) : " Le déclarant indique sa qualité (fabricant, distributeur, importateur) et le secteur d'activités. Dans les cas prévus au IV de l'article 3, la qualité d'entité juridique extra-nationale ou de représentant mandaté est indiquée. "
<b>Constats :</b> Depuis plusieurs années (notamment à l'occasion de l'exercice 2020), l'exploitant déclare l'établissement de la société SIKA FRANCE de Gournay en Bray vis-à-vis de la substance hydroxyde d'aluminium (CAS 21645-51-2) avec le statut d'utilisateur et de distributeur en reprenant le numéro de déclaration du fournisseur espagnol pour identifier la substance faisant l'objet de cette déclaration. Cette substance étant directement importée d'Espagne où elle est fabriquée, la société SIKA FRANCE doit également se déclarer comme importateur de la substance (NON CONFORMITÉ). <b><u>Demande n° 5 :</u></b> L'exploitant doit se mettre en conformité à l'occasion de la déclaration de l'exercice 2023 (déclaration à produire avant le 1er mai 2024).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> Demande n° 5 - 6 mois